



Liminaire CTL du jeudi 17 novembre 2016

Monsieur le président,

Solidaires Finances Publiques ne cesse d'alerter sur les dangers qui pèsent sur l'avenir de la DGFIP, tant en termes de missions, de structures, de conditions

de vie au travail, que de règles de gestion et de rémunération.

Bien loin d'être entendus, nous ne pouvons que constater un entêtement à lancer la DGFIP dans le mur.

1 815 ! C'est le chiffre des suppressions d'emplois annoncées en 2017 à la DGFIP, qui aura perdu 37 000 emplois en 13 ans, et alors que le bilan social 2015 de la DGFIP montre un repli sans précédent de nos capacités d'action. Nos missions sont désormais clairement en danger.

Les « lignes directrices » du Directeur Général sont autant de lignes destructrices de notre administration, ouvrant la voie à sa disparition : suppressions de services, « dématérialisation » forcée et forcenée, suppressions d'emplois et restructurations incessantes.

Aucune mission, aucune structure, aucun-e agent-e n'est et ne sera épargnée: la gestion des particuliers, gestion des professionnels, le contrôle fiscal, les missions foncières et cadastrales, la gestion publique, les missions transverses.

Plus personne n'est et ne sera épargné par le dynamitage des garantis de gestion, gagnées au fil des combats collectifs et qui constituent une véritable protection des personnels.

Plus personne n'est et ne sera épargné par la dévalorisation des carrières dans le cadre de la PPCR et du RIFSEEP, non plus que par la baisse du volume des promotions internes inter-catégorielles et intra-catégorielles.

Plus personne n'est et ne sera épargné par une dégradation des conditions de vie au travail.

Solidaires Finances Publiques Yvelines exige :

- **l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des restructurations.**
- **le renforcement des moyens humains et budgétaires.**
- **le maintien et le renforcement des droits sociaux des agents, une réduction des écarts de rémunération par une revalorisation des régimes indemnitaires et une véritable reconnaissance de leurs qualifications.**
- **une amélioration réelle et concrète des conditions de vie au travail.**
- **le maintien d'une action sociale de haut niveau dans tous les domaines.**

Notre avenir et celui de la DGFIP se jouent maintenant.